



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

19-07-2017

Face à l'offensive généralisée de Macron : une seule voie, la lutte sociale et politique

Sitôt les élections présidentielles et législatives passées avec les résultats que l'on connaît, il ne se passe pas un jour sans que de nouvelles attaques contre le peuple et les travailleurs soient annoncées.

Macron, aux ordres des multinationales, précise chaque jour un peu plus le programme qu'il compte appliquer. Il est conforme en tous points aux exigences du Medef que Gattaz a énoncé à plusieurs reprises avant, pendant, et après les élections.

Le mot d'ordre central : libérer l'entreprise, autrement dit liberté totale pour les entreprises d'accroître l'exploitation du travail. C'est la raison de l'offensive contre le code du travail, les conventions collectives, les statuts des fonctions publiques. En même temps Le gouvernement Macron va faire adopter au Parlement la loi dite « de lutte contre le

terrorisme » qui en fait institutionnalise la restriction des libertés individuelles et collectives, menace le droit de manifester pour les travailleurs.

C'est la raison également de la poursuite de la baisse du « coût du travail » au travers des exonérations des cotisations sociales annoncées à grand renfort de propagande comme étant une hausse du pouvoir d'achat alors que la CSG est augmentée de 1,7 %.

Les dernières annonces du pouvoir concernant les collectivités territoriales précisent également l'ampleur de l'attaque contre les services publics, l'accélération du regroupement des communes, communautés d'agglomérations, la suppression de dizaines de milliers d'emplois dans la fonction publique.

Sous prétexte de dette publique plus importante que prévu (alors que Macron était aux commandes de l'ancien gouvernement), les « économies » réalisées devront atteindre 20 milliards en 2018 dont 8 milliards pour la protection sociale. De plus, les collectivités territoriales devront faire également l'économie de 13 milliards sur leurs dépenses et non 10 comme il était prévu, ce qui va encore accroître l'austérité pour la population, accélérer la casse des services publics. La santé, l'école, la protection sociale déjà mise à mal sont visées.

Après le gel annoncé des salaires des fonctionnaires, Macron annonce le rétablissement d'un jour de carence maladie dans la fonction publique, confirme la hausse de la CSG (donc la baisse des pensions) pour les retraités.

Ce que nous avons annoncé se confirme : tout pour l'entreprise et le profit, c'est la mission dévolue à l'équipe Macron par le Medef.

Pour preuve : les entreprises du CAC 40 sont en pleine santé, elles réalisent un chiffre d'affaires de 1243 milliards d'euros (plus 11 %) au premier semestre, distribuent 77 milliards de dividendes (plus 39 %), possèdent une trésorerie de 186 milliards.

Voilà pourquoi Macron et son équipe ont été élus, pour servir les grands groupes capitalistes. Cette accélération brutale ne poursuit qu'un but : le profit des groupes industriels et financiers.

Les luttes doivent être au niveau de l'attaque sans précédent dirigé contre les travailleurs.

Répétons-le, la seule voie possible pour mettre un coup d'arrêt aux mauvais coups, c'est les luttes et leur ampleur. Les dernières élections ont démontré l'impasse politique du système « démocratique » actuel.

Elles ont également démontré le profond mécontentement et le rejet de la politique proposée.

Aujourd'hui, les luttes sociales sont nombreuses dans les entreprises, l'actualité nous le rappelle même si la propagande capitaliste tente de les cacher. Il faut les amplifier, les faire grandir, les organiser, les structurer c'est la seule façon de stopper les sales coups de Macron et de son équipe, de faire reculer les exigences des multinationales.

La seule chose que craint le capital, c'est le développement des luttes, la seule manière de satisfaire les besoins sociaux, c'est qu'elles se développent. C'est une constante de la lutte des classes.

Il est indispensable que le mécontentement s'exprime encore plus vite et plus fort dans les luttes sociales, mais aussi il faut qu'il prenne corps dans la lutte politique contre le capital, dans le renforcement des idées révolutionnaires.

Rien ne se passera de fondamental tant que le peuple sera exclu de tout pouvoir politique et économique.

Les luttes sociales sont indispensables pour stopper le capital, mais elles ne le détruisent pas, tant que le pouvoir économique et politique sera aux mains du capital et de ses serviteurs, rien ne changera.

Nous le répétons il n'y a pas de compromis possible entre le capital et le travail parce que les intérêts de l'un de l'autre sont inconciliables.

Le 12 septembre prochain une initiative nationale de grève interprofessionnelle et de manifestations est organisée par la CGT. Il faut lui donner toute la puissance nécessaire en l'organisant dès maintenant, lui donner des aujourd'hui un prolongement au-delà du 12 septembre.

Notre parti engagera toutes ses forces pour y parvenir. L'existence d'un parti révolutionnaire comme le nôtre, son renforcement est une question incontournable, essentielle pour changer de société, construire une société débarrassée du capital.

C'est notre raison d'être, engageons le débat.